

certaine libéralisation des échanges est souvent indiquée et même nécessaire. Toutefois, les pays débiteurs sont loin de toujours s'entendre sur ces politiques et d'arriver à un consensus social. Il est donc difficile de faire de ces prescriptions économiques l'unique condition à l'obtention de prêts et d'aide financière. De plus, le modèle d'ajustement structurel ne s'attaque pas aux déséquilibres structurels globaux (par exemple, l'injustice systémique des relations commerciales entre les pays riches et les pays pauvres), contrairement à l'objectif du dialogue Nord-Sud dans les années 70. Par conséquent, les critiques disent que les conditions très difficiles que crée l'ajustement dans de nombreux pays en développement ne font en fait qu'accroître la misère des pauvres. Le professeur Michel Chossudovsky nous a dit dans son témoignage que les programmes du FMI «impliquent en général une compression de la demande intérieure, c'est-à-dire du pouvoir d'achat interne, ainsi qu'un processus de désengagement de l'activité économique orientée vers le marché interne. Ceci contribue à une compression sans précédent du niveau de vie de la majorité de la population»<sup>15</sup>. Malgré cela, l'application d'un plan approuvé par le FMI est en général une condition d'accès à de nouveaux crédits internationaux et d'admissibilité à des mesures d'allègement et de rééchelonnement de la dette.

La frustration engendrée par cette approche orthodoxe imposée à l'ajustement structurel et à la politique de conditionnalité a favorisé la recherche de solutions expansionnistes et moins étroitement économiques, qui favorisent davantage l'autonomie. Les Africains, notamment, constatent qu'il leur faut un nouveau modèle de développement pour briser le cycle de l'endettement et de la dépendance. On reconnaît également que la crise économique de l'Afrique a été aggravée par la corruption et la mauvaise gestion de certains de ses gouvernements. Des réformes sont nécessaires dans de nombreuses sphères, et non seulement sur le plan économique; de plus, la légitimité politique est essentielle à la réalisation de ces réformes. Cette légitimité ne peut procéder que de formes locales de participation populaire. Reconnaisant l'existence de ces impératifs nationaux en matière de politique et d'orientations, l'expert-conseil Chisanga Puta-Chekwe a néanmoins souligné que la misère est inévitable lorsque les prix des exportations clés s'effondrent sur les marchés du Nord. En ce qui concerne les deux cas que nous avons étudiés, il prétend que «jusqu'à présent l'ajustement structurel n'a pas amélioré les débouchés commerciaux pour la Zambie et le Ghana». Leurs crises ont été provoquées par un environnement commercial extérieur hostile plus que par les faiblesses de la politique intérieure<sup>16</sup>. Il n'en reste pas moins que les pays en développement doivent assumer la responsabilité de certaines réformes pour qu'un redressement se produise.

---

15. CPAECE, *Procès-verbaux et témoignages*, fascicule n° 31, 7 décembre 1989, p. 5.